



**PROCÉDURE
N°2515010**

**OBJET : PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX DU
CENTRE D'ÉTUDES BIOLOGIQUES DE CHIZE
A VILLIERS-EN-BOIS (79) ET FOURNITURES DES
CONSOMMABLES ASSOCIES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure

☒ **Procédure formalisée : Appel d'offres ouvert**

Procédure de passation :

**Appel d'offre ouvert en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du
Code de la commande publique.**

**Accord-cadre d'exécution mixte en application des article R2162-1 à R2162-6 et
R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de
la commande publique**

ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**CNRS
Délégation Aquitaine
Esplanade des arts et Métiers – BP 105
33402 Talence cedex**

PROFIL ACHETEUR (WEB)

Adresse internet du pouvoir adjudicateur
<http://www.cnrs.fr/>
Adresse de la plateforme de
dématérialisation
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>
Numéro d'assistance de PLACE
+33 (0)1 76 64 74 07

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – GENERALITES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ / ACCORD-CADRE	3
1.2 FORME DU MARCHÉ	3
1.3 IDENTIFICATION	3
1.4 LOTS.....	3
1.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	4
1.6 ASSURANCES.....	4
1.7 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (OPTIONS), VARIANTES.....	6
4.1 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	6
4.2 VARIANTES	7
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 6 – ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES	7
ARTICLE 7 – CONFORMITE AUX NORMES	7
ARTICLE 8 - MODALITES ADMINISTRATIVES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
8.1 BON DE COMMANDE	7
8.2 ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	8
8.3 REPRISE DU PERSONNEL.....	8
8.4 DÉLAI DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	8
8.5 CALENDRIER MENSUEL DES PRESTATIONS	8
8.5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
8.6 ASSURANCE QUALITÉ – CONTRÔLE INTERNE DES PRESTATIONS	8
8.7 ORGANISATION DU TRAVAIL	9
8.8 SUJÉTIONS RÉSULTANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	12
8.9 CONTINUITÉ DU SERVICE	12
8.10 EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES	12
8.11 MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DES PRESTATIONS	13
8.12 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
8.13 TENUE D'UN CAHIER DE LIAISON	15
ARTICLE 9 – REFACTION ET PENALITES.....	15
9.1 RÉFACTION	15
9.2 PÉNALITÉS.....	15
9.3 MISE EN RÉGIE	16
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER DU MARCHÉ.....	17
10.1 FORME DU PRIX.....	17
10.2 RÉVISION.....	17
<i>I = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage.....</i>	<i>17</i>
10.3 AVANCE.....	18
10.4 GARANTIE FINANCIÈRE	18
10.5 FACTURATION.....	18
10.6 MODALITÉ DE RÈGLEMENT.....	19
ARTICLE 11 – DISPOSITION GENERALE	19
11.1 STATUT JURIDIQUE DU TITULAIRE – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	19
11.2 SOUS-TRAITANCE	21
11.3 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES RÉSULTANT DU MARCHÉ.....	21

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE	21
ARTICLE 13 - DECLARATIONS ET ATTESTATIONS	21
ARTICLE 14 - DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE 15 - RESILIATION	22
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	23

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER – GENERALITES

1.1 Objet du marché / accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations de service de nettoyage des locaux du Centre d'Études Biologiques de Chizé à Villiers-en-Bois (79) et fournitures des consommables associés.

Le code nomenclature CPV :

- 90910000-9 : Services de nettoyage.
- 90911200-8 : Services de nettoyage de bâtiments.
- 90911300-9 : Services de nettoyage de vitres.
- 33771000-5 : Produits en papier à usage sanitaire.
- 39831700-3 : Distributeur de savon automatique.
- 33711900-6 : Savon.

Les codes nomenclature CNRS sont :

- BB11 : Service de nettoyage courant des locaux
- BB01 : Produits et petites fournitures d'hygiène et de toilette
- BB13 : Service de nettoyage des vitres

1.2 Forme du marché

Le présent marché est une procédure formalisée passée selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre mixte mono attributaire à bons de commande établi en l'application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14.

Le présent marché s'exécute :

- Par bons de commande pour l'exécution des prestations définies au bordereau des prix forfaitaires
- Par marchés subséquents pour toutes les prestations de nettoyage non encore définies au CCTP n°2515010.

Les marchés subséquents sont conclus lors de la survenance du besoin selon les modalités énoncées à l'article 8.1 et 8.2 du présent CCAP.

1.3 Identification

Au sens du cahier des clauses administratives générales FCS (CCAG FCS), sont désignés :

- Pouvoir adjudicateur : CNRS, Délégation Aquitaine Esplanade des Arts et Métiers BP 105 33402 TALENCE Cedex ;
- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur : Monsieur le Délégué régional ;
- Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'Agent Comptable secondaire de la Délégation Aquitaine

1.4 Lots

Le présent marché n'est pas alloté.

1.5 Forme des notifications et communications

La notification d'une décision ou communication peut être faite par ordre de service.

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par le pouvoir adjudicateur, datés et numérotés.

Ils sont :

- Soit adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie immédiatement au pouvoir adjudicateur l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu ;
- Soit notifiés en un seul exemplaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours francs.

Ce délai s'entend en jours de calendriers et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre du marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.6 Assurances

Le titulaire doit justifier, dans le délai fixé à l'article 8.6 du présent CCAP, et ensuite chaque année à l'échéance (date anniversaire), qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le pouvoir adjudicateur du fait notamment de l'exécution de la prestation objet du marché.

La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti est détaillée dans l'attestation.

Le titulaire fait insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le pouvoir adjudicateur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Montant minimum des garanties par sinistre

Dommages corporels 4 600 000 (quatre millions six cent mille) Euros sans franchise.

Tous dommages matériels et immatériels confondus 4 000 000 (quatre millions) Euros et dont au moins 1 000 000 (un million) Euros pour les dommages immatériels non consécutifs au sinistre.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs est au maximum de 50 000 (cinquante mille) Euros.

1.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix du marché.

1.7.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

1.7.2 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

1.7.3 Liste nominative du personnel

Le titulaire doit fournir au responsable du site, dans le délai fixé à l'article 8.4 du présent CCAP, la liste nominative du personnel assortie d'une fiche individuelle d'identité.

Le titulaire doit la tenir à jour au fur et à mesure des évolutions de personnel au sein de l'entreprise.

Le responsable du site en est avisé par courrier dans le délai fixé à l'article 8.1 du présent CCAP.

Le titulaire doit fournir au responsable du site les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui sont exigés pour la circulation de ce personnel. En cas de remplacement, même temporaire, d'un ou plusieurs de ses agents intervenant sur le site, l'entreprise titulaire doit sans aucun délai informer le représentant du site de ce remplacement et lui fournir la fiche d'identité correspondante.

1.7.4 Visites médicales

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Le certificat d'aptitude médicale dont une copie doit nous être remise, et devra tenir compte des différents risques potentiellement présents au CEBC, notamment dans les laboratoires et l'animalerie. À ce titre, une étude de poste, précisant clairement les risques auxquels est susceptible d'être exposé le personnel, sera fournie au titulaire et au personnel qui la transmettra au médecin du travail, en vue de l'établissement du certificat d'aptitude.

1.7.5 Vêtements de travail

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne nominatif de leur entreprise.

Aucun agent n'est admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières
 - L'Acte d'engagement et ses annexes :
 - 2515010_AE_Annexe 1_Bordereaux des prix forfaitaires
 - 2515010_Annexe 2_CRT
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) n°2515010 et son annexe :
 - 2515010_CCAP_Annexe_1_Reprise du personnel
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°2515010 et son annexe :

- 2515010_CCTP_Annexe1_Plans
 - 2025_01_20_CNRS_SHZ070_H_OUEST-croix
 - CNRS_SHZ02_RESTAURANT_Carnet_feuille_A3 pg01-10
 - CNRS_SHZ05_RAGONDIN_Carnet_feuille_A3 pg01-10
 - CNRS_SHZ06_H_EST_2024
 - CNRS_SHZ08_ATELIERS_Carnet_feuille_A3 pg01-10
 - CNRS_SHZ09_BUSARD_Carnet_feuille_A3 pg01-10
 - CNRS_SHZ11_SARCELLE_Carnet_feuille_A3 pg01-10
 - Plan site SHZ + SFC_(code bâtiments)
- Pièces générales
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables au marché de fournitures courantes et services (C.C.A.G. – F.C.S.) approuvé par arrêté du 30 Mars 2021.

Bien que ce présent document ne soit pas joint au dossier, il est réputé en faire partie intégrante.

Le prestataire titulaire du marché admet avoir une parfaite connaissance du document précité.

En cas de nouveaux prix établis par les parties (non prévus par le marché initial), les éléments de décomposition du prix global et forfaitaire serviront de référentiel à la détermination de ces nouveaux prix. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire et contraire aux clauses de l'Acte d'Engagement, du présent CCAP, du CCTP n°2515010 et du CCAG cités ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1 an) à compter de sa date de notification pour un début d'exécution fixée au 5 janvier 2026.

Il pourra être reconduit pour une durée de 3 ans par reconduction tacite à la date anniversaire du marché. La durée totale du marché ne peut excéder 4 ans. La date anniversaire retenue est le 05/01.

ARTICLE 4 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (Options), VARIANTES

4.1 Prestations supplémentaires éventuelles

Le candidat doit chiffrer la prestation supplémentaire suivante (PSE). Cette PSE est obligatoire.

PSE 1 : Fourniture de distributeurs et consommables pour environ 100 personnes sur le site, environ 50% femmes et 50% hommes

- ⇒ **26 distributeurs à papier hygiénique grande capacité (1 ou plusieurs rouleaux soit au moins 900 mètres de papier) :**
 - Fenêtre de niveau.
 - Fermeture sécurisée avec clé.
 - Pratique : changement facile des consommables.
 - Découpe facile droite et gauche grâce aux lames ciselées.
- ⇒ **10 distributeurs de papier essuie-mains :**
 - Grande contenance : au moins 450 feuilles.
 - Fermeture sécurisée avec clé.

⇒ **13 distributeurs de savon :**

- Pompe intégrée munie d'une valve anti-fuite et anti-bouchage avec conditionnement sous-vide afin d'empêcher tout risque de contamination.
- rapidité de mise en place et rétraction complète des recharges vides pour un volume de déchet minimum.

⇒ **Papier toilette :**

- Papier hygiénique à 2 plis collés.
- Doux, qui ne se sépare pas et ne peluche pas.
- Pure ouate de cellulose.
- Produit issu de forêt gérées, afin de garantir la reforestation.

⇒ **Essuie-mains :**

- Papier essuie-mains à 2 plis collés.
- Doux qui ne se sépare pas et ne peluche pas.
- Pure ouate de cellulose.
- Produit issu de forêt gérées, afin de garantir la reforestation.

⇒ **Savon :**

- Savon doux pour une utilisation régulière (mousse ou liquide).
- Ne doit pas dessécher la peau.
- Compatible avec la phyto-épuration.
- Ne doit pas obturer le distributeur.

4.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La description des prestations à la charge du prestataire, ainsi que leurs caractéristiques techniques sont prévues dans le CCTP n°2515010.

Le prestataire doit en toute circonstance travailler en accord avec la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – ACCESSOIRES ET CONSOMMABLES

La description des accessoires et consommables à la charge du prestataire, ainsi que leurs caractéristiques techniques sont prévues dans le CCTP n°2515010.

ARTICLE 7 – CONFORMITE AUX NORMES

Le prestataire s'engage à respecter les différentes normes applicables aux prestations objets du présent contrat.

ARTICLE 8 - MODALITES ADMINISTRATIVES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Bon de Commande

Les bons de commande sont émis par le CEBC. Le titulaire est contractuellement lié par les engagements consentis avec le CNRS.

8.2 Attribution des marchés subséquents

La période d'attribution et notification de chaque marché subséquent doit intervenir obligatoirement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Modalité d'attribution des Marchés Subséquents

Les Marchés Subséquents sont attribués sur devis remis par le titulaire. Le Marché subséquent prend la forme d'un bon de commande

8.3 Reprise du personnel

Conformément à la réglementation (article L.1224-3 du Code du Travail) et à l'usage dans la profession (Convention Collective des entreprises de propreté ; Accord du 29 mars 1990 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire, ancienne Annexe VII), le Titulaire devra reprendre l'ensemble du personnel affecté au marché.

Le Titulaire devra donc se rapprocher de l'ancien prestataire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

Le personnel actuellement en place est présenté dans un document annexé au marché. (2515010_Annexe_7_Reprise_du_Personnel)

8.4 Délai de remise des documents par le titulaire

Désignation des documents	Délais	Articles du présent CCAP ou du CCTP définissant les documents
Liste nominative des travailleurs	8 jours à dater de la notification de l'acceptation du marché	1.7.3
Désignation du responsable du chantier	8 jours à dater de la notification ou de la défaillance du responsable	8.7.2
Coordonnées de l'agent responsable du chantier	8 jours à dater de la notification du marché	8.7.2
Attestation assurance	Date anniversaire N+1	1.6

8.5 Calendrier mensuel des prestations

Le titulaire doit soumettre au visa du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, dans le délai de 8 jours à compter de la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations à exécuter, établi selon le cadre fixé par le pouvoir adjudicateur.

8.5 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du CCTP n°2515010 concerné par le présent marché.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation continue. En cas de défaillance d'un intervenant, l'organisation de solutions de remplacement doit être proposée par le titulaire et sera validée par le CEBC.

8.6 Assurance Qualité – Contrôle interne des prestations

- Plan Assurance Qualité — (P.A.Q)

Trois mois au plus tard après la signature du marché, le prestataire fournit au CNRS son Plan Assurance Qualité (PAQ) définitif et complet.

Ce PAQ définit les procédures et l'organisation mise en œuvre pour la réalisation des prestations demandées et est rédigé suivant un système d'Assurance Qualité dont le référentiel peut être la norme ISO 9001.

Cependant, afin de pouvoir analyser les offres, l'organisation technique de la prestation doit être décrite dans le CRT (avec renvois possibles au Mémoire technique). Cette organisation technique doit préciser les moyens humains et techniques (tâche à réaliser, fiche de poste, fiche de travail, fiche de sécurité, planning etc. ...).

- Indicateurs propreté

Le prestataire fournit en annexe de sa proposition technique et commerciale, un plan de contrôle-qualité interne faisant apparaître clairement des indicateurs objectifs et quantifiables appelés indicateurs propreté. Ces indicateurs qualité doivent être conformes aux principes de la norme NFX 50-794 et tenir compte de l'organisation des chantiers. Ces indicateurs qualité doivent être transmis mensuellement au représentant du site.

8.7 Organisation du travail

L'organisation du travail doit respecter les dispositions ci-après :

(Des dispositions complémentaires, sont détaillées si nécessaire dans le CCTP n°2515010).

8.7.1 Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites, la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, sont fixés par le titulaire dans son mémoire technique (CRT et renvois au Mémoire technique). Le titulaire doit appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il propose.

En cas d'absence d'un agent œuvrant, pour quelque raison que ce soit, le titulaire doit impérativement pourvoir au remplacement de cet agent sans délai, ou au plus tard le lendemain dans le cas d'une absence imprévue.

Il ne pourra pas justifier de la non atteinte de la qualité des prestations par ces absences. Le titulaire reste libre de l'organisation qu'il mettra en place pour pallier cette carence en personnel. Le titulaire doit prévenir le CEBC de toute absence dans un délai de 4 heures.

En cas d'absence du personnel (hors congés), le titulaire est tenu d'assurer, jusqu'au remplacement de l'employé, les prestations indispensables au maintien de l'hygiène :

- Nettoyage et approvisionnement des sanitaires
- Collecte et vidage des poubelles

8.7.2 Encadrement du personnel

Le titulaire doit obligatoirement affecter en permanence au chantier un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses du CCTP n°2515010.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il doit se rendre aux convocations du pouvoir adjudicateur ou de son représentant en cas d'insuffisance d'encadrement, de consignes particulières au personnel en place ou de problème soulevé par son personnel en place.

Il doit aussi s'assurer de la qualité de la prestation et que toutes les prestations attendues sont bien réalisées conformément au CCTP n°2515010.

Un passage régulier (au minimum une fois par mois) d'un agent responsable de l'encadrement est assuré pour faire le point sur les prestations avec la responsable de l'exécution de ce marché. Accompagné(e) de cette personne, il/elle fera le tour des bâtiments afin de contrôler le travail, de voir si certains endroits demandent un nettoyage plus approfondi (joints de douches, faïence, plinthes, derrière de porte, sous le mobilier, mobilier ...) et de faire le point sur les prestations mensuelles (toiles d'araignées, nettoyage des tapis et des entrées...), annuelles (fenêtres...) ou à la demande (salles peu fréquentées).

Cet agent est nominativement désigné et les modalités pour le joindre (mail et téléphone notamment) sont fournies au pouvoir adjudicateur dans les délais précisés à l'article 8.4 du présent CCAP.

Cet agent peut être l'interlocuteur principal entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sur le site. Si ce n'est pas le cas, les coordonnées de l'interlocuteur seront communiquées dans le CRT.

En cas de vacance de poste, pour quelque raison que ce soit, le titulaire doit impérativement pourvoir au remplacement immédiat de l'agent responsable de l'encadrement et communiquer au pouvoir adjudicateur ou à son représentant ses nouvelles coordonnées.

En cas de non-respect par un agent de l'entreprise titulaire des règles d'accès, d'hygiène et sécurité ou de comportement inacceptable de cet agent, le pouvoir adjudicateur ou son représentant, se réservent le droit de lui interdire l'accès au site. Dans ce cas, le responsable de l'entreprise titulaire en sera informé sans délai.

En cas d'intégration de personnel de remplacement intervenant lors d'absence du personnel affecté habituellement au site, le personnel de remplacement devra effectuer toutes les prestations habituellement prévues. Il sera formé à toutes ses tâches et à tous les risques par le responsable de l'encadrement et non par le personnel du CEBC.

8.7.3 Accès aux locaux et équipements

Afin de permettre l'accès aux locaux pour l'exécution des opérations de nettoyage, le pouvoir adjudicateur met à disposition de l'entreprise titulaire des jeux de clés ou badge, pouvant, en fonction des besoins et des intervenants, être composés d'un badge d'accès, pass ou de clés ordinaires. L'entreprise titulaire peut se voir confier un ou plusieurs codes d'accès ou d'alarme anti-intrusion.

Le décompte du nombre de jeux de clés nécessaire incombe à l'entreprise titulaire. Toutefois, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne fournit ce jeu de clés que dans la limite maximale d'un jeu par agent présent sur le site.

L'entreprise titulaire prend en charge la responsabilité de ces jeux de clés. Elle en assure la garde et en assume toutes les conséquences en cas de non-respect des règles de garde et d'utilisation.

La distribution auprès des agents est assurée par un responsable de l'entreprise titulaire ou par le chef de chantier.

Le titulaire signera une décharge précisant le nombre ainsi que la destination des clés ou des badges qui lui seront remis en main propre.

En fin de marché, le titulaire remettra à la personne responsable du marché l'ensemble des clés et des badges.

8.7.4 Obligations liées à l'utilisation des clés, badges d'accès et autres moyens de sécurité

- Les jeux de clés et de badges d'accès restent la propriété du pouvoir adjudicateur. Ils peuvent être réclamés à tout moment par le Directeur du site ou son représentant, aussi bien pour simple contrôle qu'à titre définitif.
- Tout badge d'accès perdu doit être signalé sans délai au représentant du site.
- Tout badge d'accès perdu, cassé ou non restitué entraîne des pénalités.
- Toute clé cassée doit être restituée au représentant du site et entraîne des pénalités.
- Toute clé perdue doit être signalée sans délai au représentant du site.

Les conséquences de la perte ou de la non restitution d'une clé sont détaillées à l'article 8.7.6 du présent CCAP.

- L'utilisation des jeux de clés et badges d'accès est réservée aux agents intervenant sur le site, aux heures de nettoyage et pour la réalisation des opérations prévues au présent marché.
- La cession ou le prêt à des tiers des jeux de clés et badges d'accès sont rigoureusement interdits.
- Le titulaire qui se voit confier un code d'accès au site ou un code d'alarme anti-intrusion ne doit pour quelque raison que ce soit le divulguer à qui que ce soit sous peine de résiliation immédiate et sans indemnité du présent marché.

8.7.5 Règles d'accès aux divers locaux

- Préalablement à l'exécution des prestations, un document résumant les règles d'utilisations et les consignes d'accès propres au site, est remis en même temps que les jeux de clés au représentant de l'entreprise titulaire. Ces consignes doivent impérativement être communiquées à chaque agent intervenant sur le site par le représentant de l'entreprise titulaire.
- Préalablement à l'exécution des prestations, les jeux de clés sont remis au représentant de l'entreprise titulaire. La mise à disposition des jeux de clés et de badges est liée à l'acceptation et au strict respect des règles d'utilisation, des consignes d'accès au bâtiment ainsi que des consignes générales de sécurité.
- L'accès à une pièce à l'aide d'un pass général est exclusivement réservé à l'exécution des tâches de nettoyage.
- Ce passe ne doit en aucune manière être utilisé à d'autres fins.
- Aucune pièce, ouverte pour nettoyage, ne doit rester ouverte sans la présence d'un agent de l'entreprise de nettoyage.
- Toute modification de fonctionnement du site ayant des répercussions sur ces consignes est signalée à l'entreprise de nettoyage au moyen d'un ordre de service. Les dispositions de cet ordre de service sont applicables dans les conditions fixées à l'article 1.5 du présent CCAP. L'entreprise titulaire assure la diffusion de l'information auprès de ses agents intervenant sur le site.

8.7.6 Responsabilité du titulaire

- L'entreprise titulaire est responsable de tout matériel ou accessoire détérioré ou cassé par ses agents, ou de quelque autre dégradation commise par eux. Le titulaire assume la totalité du coût de la remise en état ou du remplacement nécessaire (fourniture et pose).
- L'entreprise titulaire assume toutes les conséquences en cas de non-respect des règles de garde et d'utilisation ainsi qu'en cas de perte ou de non restitution des badges d'accès, passes, clés et autre moyen d'accès qui lui ont auront été confiés.
- Toute clé perdue ou non restituée, entraîne à la charge de l'entreprise titulaire, le remplacement de la totalité des barilletts de serrures que la clé perdue peut ouvrir. Le remplacement doit être fait par des barilletts neufs de mêmes marques et modèles que les précédents, en accord avec l'organigramme des clés du site en vigueur au jour de la perte mais avec des combinaisons nouvelles.

Le titulaire assume la totalité du coût de ce remplacement (fourniture et pose). Compte tenu du fait que, dans ce cas précis, il ne s'agit pas de réparer une dégradation mais de maintenir la sécurité d'accès au site, aucune vétusté ne peut être appliquée.

Un délai de remplacement de 20 jours francs à compter de la survenance du sinistre commencera alors à courir. Le délai devra être utilisé pour effectuer toute démarche nécessaire afin que la fourniture et la pose des barillets neufs soit totalement effectuée à la fin de ce délai. Dans cette attente, l'entreprise titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin que la sécurité du site soit assurée (notamment les frais inhérents au gardiennage, à la mise en place de fermetures provisoires, etc...).

Passé ce délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard telles que prévues à l'article 9.2 du présent CCAP. Dans l'intervalle de ce remplacement, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin que la sécurité du site soit assurée (notamment les frais inhérents au recours à une entreprise de gardiennage sont à la charge de l'entreprise titulaire).

Aucune avance de frais ne pourra être demandée au pouvoir adjudicateur. Toute autre mesure induite par ce sinistre sera prise sans délai par l'entreprise titulaire et le coût sera à la charge de celle-ci. L'attente d'une expertise ou du versement d'une future indemnisation par son assurance ne pourra pas être une raison valable pour justifier d'un délai d'exécution de ces obligations.

Pour tout sinistre entraînant la responsabilité de l'entreprise titulaire, sur présentation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant des devis de fourniture et pose, l'entreprise titulaire effectuera les commandes nécessaires directement auprès des fournisseurs et réglera les factures correspondantes. Libre à elle d'effectuer les démarches auprès de son assureur afin d'en obtenir d'éventuelles indemnisations ultérieures.

8.8 Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

8.9 Continuité du service

En cas d'arrêt de travail de son personnel, et ce quelque en soit la cause, le titulaire est tenu d'assurer les prestations minimales à savoir notamment :

- Nettoyage et approvisionnement des blocs sanitaires ;
- Ramassage, enlèvement et évacuation dans les conteneurs, des papiers, cartons, bouteilles, gobelets, déchets alimentaires et objets divers dans les zones publiques ;
- Collecte et vidage des poubelles et cendriers dans les récipients prévus à cet effet et évacuation dans les conteneurs.

8.10 Exécution des prestations et sécurité des biens et des personnes

Le titulaire doit veiller à la stricte mise en œuvre des dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 ainsi que celles de l'arrêté du 19 mars 1993 pris pour son application concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués au CNRS par une entreprise extérieure, qui prévoit avant le début de toute intervention :

- La visite de prévention préalable et systématique des lieux d'intervention,
- L'information réciproque des risques professionnels pouvant résulter de l'exercice simultané des activités des deux entreprises,

- La rédaction d'un plan de prévention définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels, pour une opération d'une durée supérieure à 400 heures par an.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués au CNRS par une entreprise extérieure et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit en informer l'ordonnateur ou son représentant.

Le titulaire prend toute précaution nécessaire afin d'assurer la sécurité du personnel de nettoyage intervenant sur le site.

Après chaque intervention, chaque porte déverrouillée pour les besoins de la prestation doit être fermée à clé ainsi que les fenêtres fermées et la lumière éteinte.

Les portes périphériques des bâtiments doivent rester fermées et verrouillées après chaque passage de chaque agent de l'entreprise titulaire.

Le responsable de l'entreprise titulaire doit veiller à faire respecter :

- Les consignes générales d'accès et de sécurité au site,
- Les notes de services,
- L'obligation pour chaque agent de prendre en compte toute signalisation particulière dans l'établissement.

L'entreprise titulaire doit fournir à ses agents toutes les informations et le matériel nécessaire à sa sécurité sur le lieu de travail et veiller à son application.

Tout personnel ne respectant pas les règles d'accès et de sécurité peut se voir refuser l'accès au site.

Tout manquement à ces prescriptions peut faire l'objet de pénalités financières.

8.11 Modifications éventuelles des prestations

8.11.1 Modification éventuelle des surfaces à nettoyer

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de procéder à des diminutions des surfaces mentionnées dans le présent marché, dans une limite de 25 % avec les incidences financières qui en découle. Le calcul de la réduction du prix du marché se fait à partir des renseignements fournis par l'entreprise dans le Bordereau de Prix.

Le titulaire est averti de ces changements par lettre recommandée 1 mois à l'avance.

Enfin, le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de procéder à la modification ou à la permutation des niveaux de qualité entre deux zones mentionnées dans le présent marché, sans que cela n'ait d'incidence financière et ce dans la limite de 8 % de la surface totale du marché.

Le titulaire est averti de ces changements par mail 1 semaine à l'avance.

8.11.2 Incidences dues à des travaux

- Dans le cas où des réductions des surfaces à nettoyer seraient liées à des travaux, le calcul de la réduction du prix du marché se fera conformément à l'article 8.11.3 du présent CCAP.
- L'évolution permanente de l'activité scientifique peut conduire à d'éventuelles modifications de la répartition des locaux à l'intérieur d'un site. Dans la mesure où ces modifications n'affectent pas la

surface globale au jour de la notification du marché, l'entreprise titulaire ne peut en aucun cas demander une révision du prix du marché pour ce motif.

- Quelle qu'en soit la cause, l'entreprise titulaire ne saurait se prévaloir des conséquences de travaux, opérations de maintenance, conditions climatiques difficiles pour facturer des prestations de nettoyage supplémentaires. L'ensemble de ces éventualités est compris dans les obligations de l'entreprise titulaire. Elle ne saurait en aucun cas être le motif d'une prestation complémentaire mais peut entraîner une modification temporaire des rotations, en accord avec le responsable du site concerné.

8.11.3 Calcul de la réduction

Ce calcul se fait de la manière suivante :

Le prix accepté donne le prix moyen du m² par jour, tout secteur confondu ; à ce prix vient en déduction, un pourcentage par m² par jour suivant le secteur d'usage des locaux. Le nombre de locaux en travaux est déterminé mensuellement afin que leur décompte soit imputable sur la facture mensuelle dès le début du marché et jusqu'à l'achèvement des travaux.

Ex : Prix accepté / m² / journée de travail = P1

Le nouveau prix à payer sera :

$P1 * (1 - \% \text{ selon secteur d'usage} * m^2 * \text{journée sans intervention})$

Cette formule peut s'appliquer pour tout local rendu indisponible pour cause de travaux, l'entreprise prestataire en est avertie par lettre recommandée 1 mois à l'avance.

8.11.4 Particularités

En cas de salissures anormales des sols en particulier des sols thermostatiques suite à une usure trop rapide de la protection ou d'une protection mal adaptée au trafic des locaux, le titulaire doit remettre en état à ses frais la protection autant de fois que nécessaire pour garantir au pouvoir adjudicateur ou à son représentant une qualité conforme à ses attentes.

8.12 Constatation de l'exécution des prestations

L'entreprise titulaire s'engage à effectuer un ou deux contrôles ordinaires contradictoires de l'exécution des prestations effectuées par trimestre.

Ces contrôles sont réalisés en présence de l'entreprise titulaire d'une part, et du responsable du site ou de son représentant d'autre part.

Si nécessaire, l'une ou l'autre des parties est autorisée à se faire remplacer ou accompagner des personnes de son choix, à condition d'en avoir averti l'autre partie.

Ces contrôles portent sur des pièces préalablement sélectionnées par le responsable de site ou son représentant (de 2 à 15 pièces) et s'effectuent conformément aux modalités définies au CCTP n°2515010.

Les sanitaires, le hall, les circulations, les locaux poubelles et techniques font l'objet de contrôles systématiques.

Lors de ces contrôles, une « fiche de contrôle » est renseignée. Cette fiche peut évoluer en cours d'exécution du marché à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Cette fiche peut donner lieu, en cas de mauvaise exécution des prestations définies au marché, à la réfaction du prix. En effet, de manière générale, la réfaction s'applique à des défauts d'exécution tandis que les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution.

Si la note issue du contrôle obtenue par le titulaire est inférieure à 15/20 ; celui-ci doit impérativement fournir sous cinq jours francs un plan d'actions correctives (personnel, formation, matériel, produits...) sous peine de pénalités comme définies à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés qui sont effectués de manière contradictoire avec le chef d'équipe (dans les mêmes conditions que les contrôles ordinaires) après respect d'un délai de prévenance d'une heure. Il se réserve également le droit de faire autant de contrôles qu'elle le souhaite.

8.13 Tenue d'un cahier de liaison

Le cahier de liaison sert aux agents chargés du nettoyage lesquels doivent quotidiennement le signer puis y inscrire leurs heures d'arrivée et de départ.

Ce cahier est aussi destiné à répertorier les manquements au présent marché. Il doit intégrer une colonne « réponse » pour définir les actions et leurs délais de mise en œuvre suite aux remarques du pouvoir adjudicateur.

Tout défaut d'action dans les délais contradictoirement définis suscite la mise en œuvre automatique des pénalités prévues à l'article 9.2 du présent cahier.

Ce cahier est aussi utilisé par les agents chargés du nettoyage pour signaler tout problème technique (défaut d'éclairage, sanitaires bouchés...)

ARTICLE 9 – REFACTION ET PENALITES

9.1 Réfaction

Lorsqu'une prestation a été effectuée de manière défectueuse, il y a lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants. Aucune mesure de réfaction ne peut intervenir dans les trois mois qui suivent la notification du marché.

Les refactions sont fixées en pourcentage des prix annuels du marché selon les critères suivants :

- Si la note obtenue par le titulaire lors du contrôle des prestations est inférieure à 15 et supérieure à 10 : la réfaction est de 1/250ème du montant annuel.
- Si la note obtenue par le titulaire lors du contrôle des prestations est inférieure à 10 : la réfaction est de 1/150ème du montant annuel.

9.2 Pénalités

Le non-respect des prestations à exécuter, la mauvaise exécution ou l'exécution partielle de ces opérations peuvent donner lieu, en plus de la réfaction de prix prévue à l'article 9.1 du présent CCAP, à une pénalité. **Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS**, le pouvoir adjudicateur peut faire application des pénalités sans mise en demeure préalable pourvu que le fait générateur ait été constaté lors des contrôles prévus ou par ordre de service. Les pénalités et les refactions sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le taux des pénalités est le suivant :

- Remise hors délai du plan d'assurance qualité (sachant que tout mois entamé est dû), pénalité forfaitaire de 600 € hors taxes (six cent euros) par mois de retard.

- Absences par réunion de contrôle :
 - 1ère absence : 250 € hors taxes (deux cent cinquante euros).
 - 2ème absence : 350 € hors taxes (trois cent cinquante euros).
 - 3ème absence : 500 € hors taxes (cinq cent euros).
- Non transmission au responsable du site du plan d'actions correctives suite à une visite de contrôle dans les délais impartis : pénalité forfaitaire de 200 € hors taxes (deux cent euros) par plan d'action non remis.
- Non-respect du calendrier des prestations programmées : pénalité forfaitaire de 150 € hors taxes (cent cinquante euros) par constat.
- Absence de tenue du cahier de liaison : pénalité forfaitaire de 80 € hors taxes (quatre-vingt euros) par jour de retard.
- Non prise en compte d'une remarque sur le cahier de liaison : pénalité forfaitaire de 50 € hors taxes (cinquante euros).
- Utilisation d'un équipement non conforme au descriptif : pénalité forfaitaire de 350 € hors taxes (trois cent cinquante euros) par mois de retard.
- Retard ou départ prématuré des agents affectés au chantier > à 15 minutes : pénalité forfaitaire de 30 € hors taxes (trente euros).
- Absence d'un agent affecté au chantier : pénalité forfaitaire de 70 € hors taxes (soixante-dix euros).
- Absence de contact avec le responsable du chantier : pénalité forfaitaire de 70 € hors taxes (soixante-dix euros).
- Non remise des documents prévus à l'article 8.4 du CCAP n°2515010 : pénalité forfaitaire de 100 € hors taxes (cent euros) par jour de retard.
- Rupture dans la fourniture de consommable : pénalité forfaitaire de 50 € hors taxes (cinquante euros) par jour.
- Non utilisation des produits d'entretien définis au marché : pénalité forfaitaire de 50 € hors taxes (cinquante euros) par jour.
- Manquement aux règles d'accès et de sécurité prévues aux articles 8.5.5, et 8.8 du présent CCAP : pénalité forfaitaire de 100 € hors taxes (cent euros) par manquement et par jour.
- Casse, perte ou non restitution d'un badge d'accès : pénalité forfaitaire de 20 € par badge hors taxes.
- Casse d'une clé simple : pénalité forfaitaire de 50 € hors taxes (cinquante euros) par clé.
- Casse d'un passe général, pénalité forfaitaire de 100 € hors taxes (cent euros) par passe.
- Casse ou détérioration d'un cylindre de porte (barillet) : pénalité forfaitaire de 150 € hors taxes (cent cinquante euros) par cylindre
- Non remplacement des barillets suite à perte ou non restitution d'une clé simple : pénalité forfaitaire de 20 € hors taxes (vingt euros) par jour de retard.
- Non remplacement des barillets de l'ensemble du bâtiment suite à perte ou non restitution d'un pass général : pénalité forfaitaire de 300 € hors taxes (trois cents euros) par jour de retard.

L'application de ces pénalités n'exonère pas l'entreprise des obligations correspondantes.

Le montant des pénalités ne sera pas déduit du coût correspondant à l'exécution de ces obligations.

9.3 Mise en régie

Lorsque l'entreprise titulaire ne se conforme pas aux dispositions du présent marché ou aux ordres de service, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure, par une décision qui lui est adressée par écrit.

Si l'entreprise titulaire ne défère pas à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée.

Pour établir la régie (laquelle peut n'être que partielle), il est procédé en présence du titulaire à la constatation des prestations exécutées et des approvisionnements existants, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire.

La partie de ce matériel qui n'est pas utile au déroulement de la prestation poursuivie en régie lui est alors remise.

Le titulaire peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre la prestation et la mener à bonne fin.

Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la résiliation du marché peut être décidée.

ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER DU MARCHE

10.1 Forme du prix

Le marché est traité à prix forfaitaires pour le nettoyage et les consommables de l'ensemble des locaux décrits au CCTP n°2515010.

Le marché est traité à prix forfaitaires pour les marchés subséquents.

Les offres doivent être exprimées en Euros.

Ces prix ainsi définis sont fermes et révisables annuellement.

Aux prix HT s'applique la taxe à la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur au jour de la livraison.

Le montant de la prestation est fixé dans le Bordereau des prix . Les montants forfaitaires indiqués par le prestataire comprennent l'ensemble des prestations prévues.

Ce prix est ferme la première année d'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents (déplacement, hébergement, repas...) aux prestations prévues dans le CCTP de la présente consultation.

10.2 Révision

En cas de révision tarifaire prenant effet à la date anniversaire, le prestataire est tenu de transmettre ses nouveaux tarifs au CEBC au moins 2 mois avant et au plus tard 1 mois avant leur date d'application (**la date d'application est la date anniversaire du début de la prestation**) pour validation. Après réception de ces nouveaux tarifs, le CNRS-CEBC signifiera au Prestataire son accord de façon expresse par mail pour une durée qui n'excédera pas un an.

En cas de non transmission des tarifs révisés dans les conditions prévues ci-dessus, les tarifs sont réputés reconduits jusqu'à la prochaine date de révision du présent marché.

Le montant forfaitaire annuel de la prestation de nettoyage, objet du marché et les prix unitaires seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 [(0,15 + 0,85(I_n/I_0))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial

I = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage

I₀ = Indice initial correspondant au dernier indice trimestriel définitif connu précédant la signature du marché

I_n = Indice initial correspondant au dernier indice trimestriel définitif connu précédant la signature du marché

10.3 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique fixant les règles applicables aux marchés publics, une avance de 10% est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 30%, toutes taxes comprises.

L'avance est versée sans formalité au Titulaire sauf refus de ce dernier, précisé dans l'acte d'engagement.

Le CNRS procède au versement de l'avance dans les trente jours qui suivent la notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes et/ou de solde. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché.

10.4 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

10.5 Facturation

Pour le paiement de ses prestations, le titulaire adresse une facture mensuelle correspondant aux prestations.

La facture doit comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- * le numéro du compte bancaire,
- * la date d'exécution et la nature des prestations,
- * le numéro du bon de commande,
- * le nom et l'adresse complète du laboratoire CNRS destinataire de la prestation,
- * le nom et l'adresse de la Délégation Aquitaine,
- * le montant HT,
- * les taxes afférentes à la prestation,
- * le montant TTC,
- * les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)
- * le numéro de TVA Intracommunautaire du CNRS : FR 40 180.089.013
- * le numéro de TVA Intracommunautaire du titulaire.
- * le numéro de marché.

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR7372) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 07372L012345).

10.6 Modalité de règlement

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement.

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture par le CNRS, conformément au décret n°2013-269.

Sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation, le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai conformément aux dispositions du décret n°2013-269.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du règlement est Monsieur l'Agent Comptable secondaire du CNRS de la région Aquitaine.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

ARTICLE 11 – DISPOSITION GENERALE

11.1 Statut juridique du Titulaire – Modifications relatives au Titulaire

- **Statut juridique du titulaire**

Le statut juridique de l'entreprise titulaire du présent marché est défini dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'entreprises, quelle que soit la forme que revêt celui-ci (conjoint ou solidaire), l'un des membres du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentant l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du CNRS dans l'exécution du présent marché.

Si le Titulaire du présent marché est un groupement d'entreprises conjointes, le mandataire désigné est solidaire des autres cotraitants. Ce dernier transmet dans les 10 jours qui suivent la notification du marché le contrat de groupement qui a été conclu entre ces entreprises associées.

- **Modifications - Généralités**

Toute modification affectant le titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance du pouvoir adjudicateur dont les coordonnées figurent en page de garde du présent CCAP.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

- **Modifications relatives à la structure de l'entreprise n'affectant pas sa forme juridique (modifications mineures)**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la raison ou dénomination sociale du Titulaire : fournir soit un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, soit une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales ;
- Modification du siège social ou domicile, de personnes ayant le pouvoir de diriger l'entreprise et de l'engager vis-à-vis des tiers : notifier ces modifications par écrit ;
- Modification des coordonnées bancaires : fournir une lettre accompagnée du nouveau relevé d'identité du compte à créditer.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant.

- **Modifications relatives à la structure de l'entreprise affectant sa forme juridique (modifications majeures)**

Sont considérés comme majeures les modifications suivantes :

- Le transfert de l'exécution d'un titulaire à un autre (participation de la société à un groupement d'intérêt économique en lui faisant apport du marché, entreprise donnée en gérance libre)
- Tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et tout projet de cession du marché.

Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé :

- Un extrait K-BIS à jour,
- Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire,
- Un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision (avec les dates de parution et références du journal),
- La déclaration du candidat (formulaire DC1)
- L'état annuel des certificats reçus ou les liasses 3666 + l'attestation URSSAF justifiant la situation fiscale et sociale de l'entreprise au 31 décembre de l'année précédente,
- L'exemplaire unique de l'acte d'engagement ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur de perte de l'exemplaire unique,
- Un pouvoir de la personne habilitée à représenter l'entreprise et signer,
- Un relevé d'identité du compte à créditer.

Seul le représentant du pouvoir adjudicateur est compétent pour décider de l'acceptation de la cession du marché. Celle-ci fait l'objet d'un avenant, afin de constater le transfert au nouveau titulaire.

11.2 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter une partie des prestations objet du marché à la condition d'avoir déclaré préalablement chaque sous-traitant et d'avoir obtenu leur agrément par la Délégation Régionale Aquitaine du CNRS. Toute sous-traitance contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

11.3 Cession ou nantissement de créances résultant du marché

Une copie de l'original de l'acte d'engagement portant la mention « exemplaire unique » ou certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie, destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créance ou de nantissement consentis conformément à l'article R2191-46 à R2191-53 du code de la commande publique.

En cas de cession ou de nantissement effectué conformément aux articles L 313-23 à L 313-34 du code monétaire et financier, sont désignés :

- Comme fonctionnaire compétent pour fournir l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité : la Déléguee Régionale pour la circonscription Aquitaine du CNRS, Esplanade des arts et métiers – BP 105 – 33 402 Talence cedex ;
- Comme comptable assignataire des paiements, auprès duquel la notification de la cession ou du nantissement doit être effectué : l'Agent comptable secondaire pour la circonscription Aquitaine du CNRS, Esplanade des arts et métiers – BP 105 – 33 402 Talence cedex.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, contrat qui demeure en cours de validité pendant toute la durée du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 - DECLARATIONS ET ATTESTATIONS

Le Titulaire atteste sur l'honneur :

- Qu'il n'a pas fait l'objet d'une disposition législative ou réglementaire ou d'un jugement du tribunal conduisant à l'interdiction d'obtenir des commandes publiques,

- Que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3, L.143-5 et L.620-3 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les titulaires étrangers,
- Qu'il est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales,
- Qu'il assure la charge des congés payés de ses salariés.

ARTICLE 14 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Le Tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

ARTICLE 15 - RESILIATION

Le présent marché peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Par **dérogation** aux articles 41 et 42 du CCAG-FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier le présent contrat de plein droit et à tout moment, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis d'un mois, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation dans les cas cités ci-après :

- En cas de fermeture d'une Unité ;
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations ;
- En cas de répétitions (à partir de 2 fois) d'observations importantes concernant l'inexécution ou la qualité du travail fourni par le titulaire ; ces observations sont faites par écrit et adressées au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.
- En cas de non-respect des obligations du titulaire prévues dans le présent CCAP
- En cas de liquidation judiciaire, ce sans indemnité.
- En cas de redressement judiciaire, ce sans indemnité, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.
- En cas de redressement judiciaire, ce sans indemnité, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire. En cas de résiliation du contrat aux torts du titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le titulaire dans les locaux du laboratoire, deviennent propriété du CNRS. Toutefois, après son expiration, ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

Dans les situations visées ci-dessus, une facturation est établie en fonction des prestations réalisées.

La résiliation aux torts du Titulaire peut être prononcée dans un délai d'un mois lorsque ce dernier a contrevenu aux dispositions contractuelles du présent marché. Dès lors, l'Administration s'autorise à mettre en œuvre les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre pas droit au versement d'indemnités au Titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 9.2 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 15 déroge aux articles 41 et 42 du CCAG-FCS.